

POINT DE VUE

LA TRIBUNE DE L'UIMM

JUILLET 2015

DU MIEUX !

Les « Cassandre » sont de retour. En Europe, les corridors du pouvoir bruissent de mille bruits, affirmant que le projet d'intégration du continent est mortellement atteint par d'indicibles mitrailles. La petite phrase de Mario DRAGHI aurait, d'une part, grandement alerté les acteurs des marchés financiers : « *Nous devrions nous habituer à des périodes de volatilité accrue* ». Une déclaration qui, pronostiquent-ils, ces Cassandre, ferait craindre l'effondrement des titres de dette sur les marchés, et une explosion des taux d'emprunt des États. Il y aurait, d'autre part, les secousses du feuilleton grec, qui ne cessent d'agiter le Vieux Continent, et parfois même au-delà. Les plus pessimistes prédisent une faillite, Athènes étant dans l'incapacité, tant de réformer que de rembourser ses créanciers. Et puis, il y aurait pour clôturer le tout, ce projet de loi que viennent d'approuver, à une large majorité, les députés britanniques, s'agissant du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. Ce tableau, rapidement brossé indiquerait, avec suffisamment de netteté, que nous serions au bord du précipice économique et du chaos social.

En vérité, l'heure réclame des actes et quelques hommes audacieux. Antonio Gramsci, avait un joli mot : « *Je suis pessimiste par l'intelligence, et optimiste par la volonté* ». Reconnaissons donc que le tableau est trop rapidement brossé. D'une part, la montée des taux peut être considérée comme le reflet de la meilleure santé de l'économie européenne. La croissance revient, les prix se remettent à augmenter et la menace de déflation s'est éloignée. D'autre part, il y a fort à parier que la tragédie Hellène trouvera une heureuse issue, dictée par la responsabilité des uns et l'esprit de réforme des autres. Quant à l'éventuelle sortie du Royaume-Uni, il faut savoir raison garder, et percevoir les choses qui se cachent derrière les choses. Si David Cameron adresse un signal de défiance aux Européens, en même temps qu'un clin d'œil aux tories europhobes, il n'en demeure

pas moins que le premier ministre britannique souhaite rester dans l'Union. Dès lors, la question qui se pose est bien celle du prix que ce dernier croit devoir réclamer en échange de son maintien dans ladite Union...

I. TOUT CE QUI NE VOUS DÉTRUIT PAS VOUS REND PLUS FORT

Bref, il n'y a pas d'urgence à jouer les « Cassandre », alors que plusieurs feux sont passés du rouge à l'orange, et qu'à certains endroits le vert se profile à l'horizon. En Espagne, la croissance de l'activité s'améliore de trimestre en trimestre. Des réformes courageuses ont été engagées aussi bien dans le secteur financier que dans celui du marché du travail. Les consommateurs et les entreprises retrouvent la confiance. C'est dire que les premiers consomment quand les seconds investissent. Ce n'est donc pas le fait du hasard si le FMI vient de revoir à la hausse ses prévisions de croissance pour 2015 : 3,1 %. En Irlande, qu'Angéla Merkel qualifie de « moteur de croissance de l'Europe », la demande intérieure s'est redressée et les exportations reprennent de la vigueur. C'est là le résultat d'intenses réformes, et d'une grande rigueur budgétaire. L'Estonie et les Pays-Bas sont, tous deux, portés par une forte consommation des ménages, et des exportations vigoureuses qui témoignent de leur compétitivité. La Bundesbank mise désormais sur une progression du PIB de 1,7 % en 2015, alors qu'elle n'envisageait qu'un maigre 1 % en décembre, l'an dernier. Quant au Royaume-Uni, et la mesure est à saluer comme il se doit, il va graver dans le marbre de la loi une règle de discipline budgétaire particulièrement stricte : en dehors des périodes de crise l'État britannique devra dégager un excédent budgétaire. Certains l'analysent comme un geste politique, voire politicien. Disons-le tout net, nous

aimerions qu'il y ait en Europe davantage de tels gestes, fussent-ils politiciens...

Au reste, l'Europe fait toujours rêver de nombreux investisseurs qui continuent, quoi qu'en disent ses censeurs, à la plébisciter. Factuellement, la baisse de l'euro redonne de la compétitivité aux exportations européennes, et invite à produire plus en zone euro. La Grande-Bretagne, la première à bénéficier de cette embellie « aimante » toujours autant les sièges sociaux. L'Allemagne attire en particulier les fonctions industrielles, et les pays émergents asiatiques qui en font une base d'expansion vers l'Europe de l'Est et la Russie. Et puis rappelons-le, si l'OCDE vient de réviser à la baisse ses prévisions pour les économies américaine japonaise et chinoise, la zone euro est la seule qui devrait progresser en 2016, passant de 2 à 2,1 % de croissance.

II. RÉFORMER LE MARCHÉ DU TRAVAIL : UNE PRIORITÉ

L'occasion de souligner, une fois encore, que si la France reste dans le peloton de tête – elle fait mieux en terme d'attractivité cette année que l'année précédente – l'investissement étranger n'entraîne pas l'emploi. L'étude réalisée par EY est claire : le nombre de projets étrangers sur les cinq dernières années progresse en France, mais plus faiblement que dans le reste de l'Europe. Quant aux emplois prévus, ils ont décliné de 6 % dans l'Hexagone alors qu'ils ont bondi de 48 % en Europe. Les responsables de EY ont une explication qui n'étonnera guère que les partisans du conservatisme : « *Les entreprises à capitaux étrangers, investisseurs prudents, adaptent leur implantation au contexte fiscal et social français, notamment à un coût du travail encore jugé comme prohibitif. Le pays est jugé trop compliqué juridiquement.* » Il a fallu que le Chef de l'État rappelle à tous que l'on ne pouvait impunément changer de stratégie, concernant une éventuelle réorientation du pacte de responsabilité : « *La stratégie de la France, c'est de soutenir les entreprises. Ce pacte doit être respecté. C'est la parole de l'État qui est en cause. Si nous voulons encourager l'investissement, ce n'est pas en prenant*

aux entreprises, c'est en faisant des économies supplémentaires ou en redéployant les dépenses publiques ». Un investisseur étranger, attentif à nos mœurs, écoutant ces propos s'en félicitera. Mais il se peut aussi qu'il juge hasardeux d'entreprendre dans un tel pays ou les évidences économiques ont besoin d'être constamment rappelées par le Président de la République... En toute hypothèse, il constatera, cet investisseur, que le marché du travail continue de se développer de manière favorable en Allemagne, que la valeur travail est au cœur de la société britannique et que la création d'emplois prime toujours sur la protection de l'emploi aux États-Unis. Deux mondes...

C'est, en somme, ce que disent en creux l'ancien ministre Robert Badinter et le juriste Antoine Lyon-Caen dans un récent ouvrage : la complexité croissante du droit génère une inquiétude collective qui entrave l'embauche. Nos voisins et concurrents ont compris ce principe il y a déjà fort longtemps, et se réjouissent, sans le dire ouvertement, des blocages d'une société entravée dans ses archaïsmes. À cet égard, on ne peut que s'interroger sur les solutions éculées que nous apportons au problème du chômage qui a fortement progressé au mois d'avril. Depuis mai 2012, ce sont 640 000 personnes supplémentaires qui sont allées pointer à Pôle emploi. Et que faisons-nous ? Dans la même journée – c'est tout un symbole – le gouvernement décide de renoncer à réformer le contrat de travail et de renforcer les emplois aidés dont on sait l'efficacité toute relative... C'est ainsi que seront créés 100 000 emplois aidés supplémentaires en 2015, en plus des 450 000 en cours. Bref, un impact douloureux pour les finances publiques, et un devenir plus qu'un certain pour les « bénéficiaires ». N'aurait-il pas été plus courageux et plus efficace d'imaginer par exemple la voie d'un CDI assoupli pour favoriser l'emploi ? Notre pays ne pourra juguler l'épidémie du chômage qu'en engageant une réforme de grande ampleur du marché du travail. Il est grand temps que ceux qui nous gouvernent, prennent conscience d'une situation qui risque fort de s'aggraver encore. Avec une hypothèse de croissance de 2,1 % en 2016, même l'OFCE, classé à gauche, ne prévoit qu'un recul de 0,5 point du taux de chômage par rapport à la fin 2014, à 9,5 %.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr